



Muhammad Raza Jawad CMS/ACT International

## Actions mondiales ...

**Equipes d'évaluation et de coordination (CAT) :** En 2001, l'alliance ACT a mis en place un mécanisme d'évaluation et de coordination (CAT/EEC) destiné à répondre rapidement aux situations d'urgence soudaines, graves ou complexes. Depuis lors, cinq missions ont été envoyées, dont une, en 2003, au Libéria. Comme dans les autres cas, la mission au Libéria avait pour objectif de planifier et de coordonner les actions des membres d'ACT dans la situation d'urgence, de faciliter l'échange d'informations et l'estimation des besoins. Depuis 2001, deux cycles de formation ont été organisés, permettant l'établissement d'une liste de 24 personnes formées à l'aide humanitaire et susceptibles de participer aux missions CAT.

**Formation à la gestion des situations d'urgence :** La formation et la préparation aux urgences sont une priorité pour l'alliance ACT. En 2003, la Formation à la gestion des situations d'urgence (EMT) s'est décentralisée et les instances nationales et régionales d'ACT ont assumé la responsabilité des initiatives et des activités liées à l'EMT, pour donner suite à la recommandation faite lors de l'évaluation du programme de 2002. Elles ont notamment développé des outils et des programmes de formation pour les personnes destinées à assumer la charge d'activités EMT dans leurs pays ou régions respectifs. Un manuel des principes et procédures d'ACT a été rédigé pour faciliter une compréhension commune de l'alliance ACT et de son fonctionnement, ainsi que pour permettre une meilleure utilisation de ses ressources et de ses procédures.

En novembre et décembre, un atelier de « formation de formateurs » a eu lieu à l'Africa University de Mutare, au Zimbabwe, destiné à améliorer les compétences d'un groupe pilote de formateurs envoyés par les membres d'ACT qui travaillent dans des situations d'urgence. Les 18 participants venaient de Sierra Leone, du Libéria, du Soudan, d'Éthiopie, d'Ouganda, de la République démocratique du Congo, du Malawi, d'Afrique du Sud, du Kenya, du Burundi, du Mozambique, du Zimbabwe, de l'Inde, du Pakistan et de Fidji.

Une rencontre organisée par des membres d'ACT d'Afrique orientale et de la région des Grands Lacs sur le problème de l'EMT a contribué à renforcer la coordination nationale en cas d'urgence dans cette région de l'Afrique.

Un Manuel EMT et un Manuel de formation psychosociale destiné au travail dans les collectivités locales font partie de la documentation élaborée par les membres d'ACT.

**Evaluations :** Les appels de fonds de grande envergure, pour 5 millions de USD ou plus, sont évalués afin de déterminer la réalisation des objectifs des programmes, de mesurer l'impact et l'efficacité de l'aide humanitaire qui a été apportée et d'en tirer les enseignements. Des appels plus restreints peuvent aussi faire l'objet d'une évaluation. En 2003, six appels de fonds ont été évalués en Angola, en Afghanistan et en Europe orientale (Caucase septentrional, République tchèque, Slovaquie, Hongrie et Roumanie). Les membres d'ACT dont les programmes ont été évalués assurent le suivi des recommandations formulées.

En 2003, l'alliance ACT a également fait l'objet d'une évaluation, la deuxième au cours de ses neuf ans d'existence. Les recommandations des évaluateurs, formulées dans un rapport intitulé « Unlocking the Potential Within » (Déverrouiller le potentiel), portent surtout sur la prise de conscience des capacités existantes, qu'il convient de mettre au cœur de l'alliance. Un certain nombre d'autres recommandations destinées à améliorer l'alliance sont à l'étude et constitueront la base des orientations qu'elle adoptera pour les prochaines années.

Si vous souhaitez en savoir davantage, veuillez vous adresser au Bureau de coordination d'ACT ou consulter notre site

[www.act-intl.org](http://www.act-intl.org)

**ACT**  
International  
Action by Churches Together

**ACT Coordinating Office**

Centre œcuménique  
150, route de Ferney CP 2100  
1211 Genève 2 Suisse

**Téléphone:** ++41 22 791 6033

**Fax:** ++41 22 791 6506

**E-mail:** [act@act-intl.org](mailto:act@act-intl.org)

# action mondiale 2003



Design Apfiri Clark +44 (0)1404 871 609 Cover photo Nils Carstensen DCA/ACT International

**ACT**  
International  
Action by Churches Together

## Action commune des Eglises (ACT)

**ACT International / Action commune des Eglises est une alliance mondiale d’Eglises et d’organisations d’entraide qui s’efforcent de sauver des vies et de soutenir les communautés affrontant des situations d’urgence.**

ACT International a mobilisé en 2003 52.7 millions de USD pour apporter une aide humanitaire dans 52 pays.

L’année 2003 a été marquée par des guerres civiles et des conflits internes, ainsi que par des catastrophes naturelles et environnementales, aggravées par des facteurs non naturels, qui ont provoqué des souffrances indicibles pour des millions d’êtres humains.

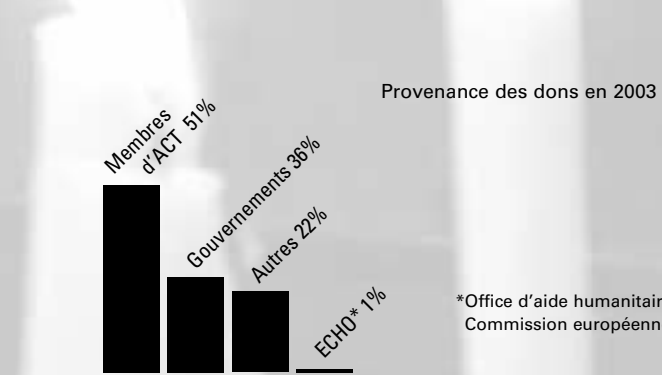
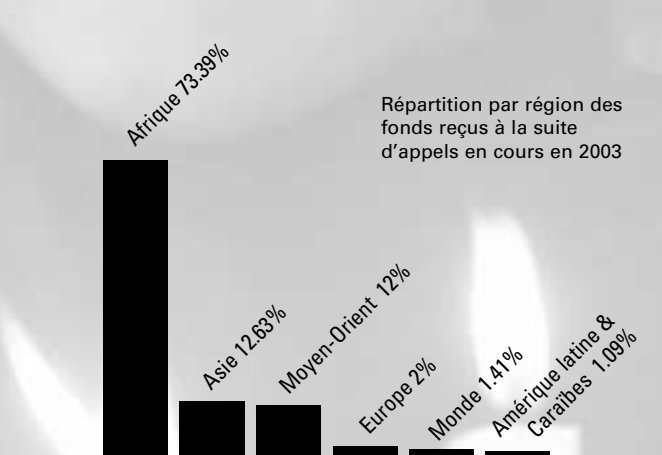
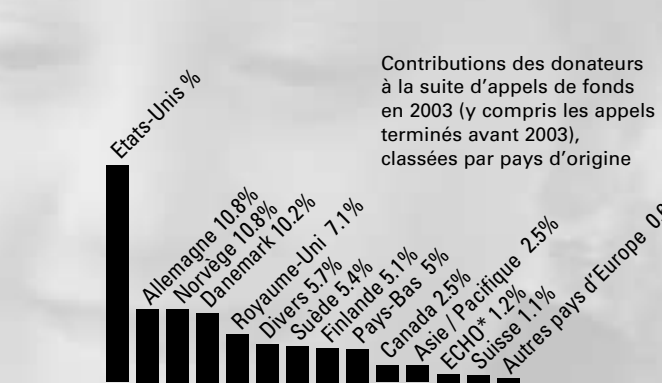
La guerre en Irak et les violences qui l’ont suivie ont occupé la première place dans les informations diffusées au cours de cette année. Après douze ans de sanctions économiques et des décennies de répression gouvernementale et de crise économique, une nouvelle période d’incertitude, d’insécurité et de difficultés a commencé pour le peuple irakien, au moment où le pays se trouve confronté au défi de la reconstruction. Le 20 mars, alors que les premières bombes tombaient sur le pays, l’alliance ACT a lancé un appel aux forces engagées dans le conflit pour qu’elles garantissent aux organisations d’aide humanitaire en Irak la possibilité de venir en aide aux victimes de l’intervention armée. ACT a rappelé le principe humanitaire bien établi de l’accès sans conditions aux personnes qui ont besoin d’aide, tandis que ses membres et partenaires locaux et ses membres internationaux se sont réunis pour coordonner son action : des églises et des mosquées ont été transformées en lieux de refuge durant les combats et, par la suite, en points de distribution de secours indispensables.

Pendant que le monde entier avait les yeux fixés sur l’Irak, le Libéria somrait dans une guerre civile brutale et, à la fin du mois d’août, ce pays d’Afrique de l’Ouest était en ruines et faisait le compte du coût effrayant de 14 ans de guerre civile. Dans les Territoires palestiniens occupés, durant toute l’année, un conflit acharné a dressé Palestiniens et Israéliens les uns contre les autres, et les populations vivant sous l’occupation s’enfoncent de plus en plus dans la pauvreté et le désespoir. C’est également en 2003 que la barrière de sécurité d’Israël – sur certains tronçons un mur, sur d’autres une clôture – s’est élevée peu à peu, isolant les personnes vivant en Cisjordanie du reste du pays et leur interdisant l’accès à leur gagne-pain et même, dans certains cas, à leurs champs.

En retrait des grands titres médiatiques, des millions de personnes en Afrique se sont trouvées face à une famine gravissime, alors qu’elles étaient aux prises avec la spirale croissante de la pauvreté, les ravages du VIH/sida et les catastrophes naturelles. Le Burundi semble sur le point de retomber dans la guerre civile. En Inde et au Pakistan, les gens ont dû affronter les conséquences d’une sécheresse persistante, mais aussi d’inondations terribles qui les ont privés de presque toutes leurs ressources, les laissant sans réserves. Des tremblements de terre en Chine ont provoqué des morts innombrables, et des milliers de personnes se sont retrouvées sans abri. Et vers la fin de l’année, un violent tremblement de terre a secoué la ville antique de Bam, en Iran, et causé la mort de près d’un quart des habitants de cette ville qui en comptait 80 000. En Irak, comme sur le théâtre d’autres conflits, les travailleurs humanitaires ont essuyé des tirs intentionnels alors qu’ils s’efforçaient de répondre aux besoins des gens qu’ils venaient secourir.

L’un des problèmes les plus ardus pour la communauté humanitaire demeure le financement d’actions dans les situations d’urgence provoquées par les conflits qui se déroulent dans des régions apparemment tombées dans l’oubli. La Colombie, la Tchétchénie, le Tchad, la République démocratique du Congo, l’Éthiopie et le Soudan en sont quelques exemples. Au Soudan, où un conflit interne qui dure depuis plusieurs décennies a provoqué le déplacement de plus de quatre millions de personnes, un accord de paix fragile entre le gouvernement et l’Armée de libération du peuple soudanais a été négocié en 2003, mais il n’a pas résolu, ni même soulagé les problèmes humanitaires effrayants auxquels les peuples du Soudan méridional sont confrontés. Et alors même que la paix semblait s’installer dans le sud, un conflit éclatait dans l’ouest du pays.

Alors que les divisions semblaient s’accroître dans le monde, que des conflits enflammaient des pays entiers et que des catastrophes naturelles dévastaient de vastes territoires, les membres de l’alliance ACT ont trouvé le moyen de jeter des ponts, de contribuer à guérir des communautés brisées et de secourir les gens en s’attaquant à quelques-uns des pires maux provoqués par les guerres et les catastrophes naturelles. En République démocratique du Congo, où les fragiles accords de paix semblaient tenir, les Eglises ont aidé les personnes qui s’efforcent de surmonter les conséquences des années de guerre en lançant notamment des programmes d’alimentation supplémentaire, de distribution de semences et de reconstruction d’écoles et de centres de santé. Au Libéria, où un accord de paix a été signé en août, les membres d’ACT ont formé un réseau pour répondre aux besoins énormes de leurs concitoyens qui avaient presque tout perdu dans le dernier conflit. En Afrique australe, où la sécheresse, puis des inondations et la perte des récoltes se sont succédé au fil des ans et se sont ajoutés à la pauvreté, au SIDA et à des facteurs d’ordre politique, on a pu parer à quelques-unes des pires conséquences grâce aux membres d’ACT qui ont coopéré avec des partenaires locaux pour surmonter les problèmes. Ce ne sont peut-être que de petites lueurs d’espoir, mais c’est un témoignage vivant de la mission d’ACT, qui est de respecter la dignité humaine, de reconstruire les moyens d’existence, de reconstruire les communautés touchées par les catastrophes et les crises humanitaires et d’en montrer la voie de manière prophétique en s’attaquant aux facteurs humains qui contribuent à provoquer les situations d’urgence et leurs effets disproportionnés sur des collectivités appauvries et marginalisées.



pays et s’efforcent de surmonter non seulement les effets de la dernière guerre, mais aussi les conséquences de plusieurs décennies d’un régime répressif, de conflits et de 12 ans de sanctions.

**Afghanistan** : Après une vingtaine d’années durant lesquelles l’Afghanistan a enduré l’occupation soviétique puis la guerre civile et les conflits inter-ethniques, ce pays qui a encore subi en 2001 les bombardements alliés et souffert d’une grave sécheresse et d’autres catastrophes naturelles se retrouve avec une économie et un tissu social en lambeaux. De nombreuses vies ont été perdues, les biens et les habitations détruits ou gravement endommagés doivent être reconstruits ; de nombreux réfugiés reviennent en Afghanistan : tout cela exerce une pression considérable sur les services de base tels que la santé et autres services sociaux. Les membres d’ACT, en coopération avec des partenaires locaux, ont soutenu les efforts qu’entreprennent les habitants pour reconstruire leur pays et ses collectivités, en se fondant sur des expériences passées qui alliaient les programmes de reconstruction à d’autres concernant les moyens d’existence, tous essentiels pour reconstruire les personnes et reconstituer les collectivités de manière durable.

**Libéria** : Les habitants de la capitale Monrovia se souviendront du 19 juillet 2003 comme du jour où « la troisième guerre mondiale a éclaté » dans leur ville. C’est ainsi qu’ils désignent les derniers combats d’une guerre civile interminable qui a paralysé cet Etat d’Afrique occidentale pendant plus de dix ans. Durant quatre semaines étouffantes, des centaines de personnes ont été tuées, des dizaines de milliers d’autres déplacées et les survivants ont vu leur existence entièrement ruinée. L’aide humanitaire n’a pas pu être apportée à temps aux Libériens déplacés par la guerre civile, au nombre de quelque 300 0000 dans la seule capitale, sans compter un demi-million d’autres dispersés dans le reste du pays. Au cours des quelques mois qui ont suivi, des changements dramatiques sont intervenus. Le président a été déposé, une force multinationale de maintien de la paix a été envoyée dans le pays et un processus de désarmement a commencé. Peu à peu, le pays s’est engagé sur la voie d’une lente guérison. Des collaborateurs d’organisations membres d’ACT actives dans le pays, eux-mêmes souvent déplacés et ayant tout perdu au cours des semaines de guerre, ont malgré tout continué à travailler et ont réagi à la situation de crise en tant que réseau d’ACT-Libéria. On allait bientôt voir que la remise en état de cette nation sinistrée et d’un Etat en déroute serait une tâche écrasante, mais les gens se sont unis pour se mettre au travail, se soutenir mutuellement et s’entraider, ce qui permet d’espérer contre toute espérance que ce petit pays pourra redevenir une communauté.

**République démocratique du Congo** : La paix revenant peu à peu dans un pays épuisé par des années de conflits et de guerre civile, de nombreuses régions sont encore aux prises avec la difficulté de se remettre des désastres de la guerre. Des années durant, ACT, au travers de ses membres, a contribué activement à répondre à la crise en fournissant une aide humanitaire aux milliers de personnes déplacées à la suite des conflits. On a aussi mis en place des distributions d’alimentation supplémentaire, des programmes de paix et réconciliation, fourni des semences, reconstruit des écoles, développé les compétences des gens et amélioré les programmes de formation et de préparation aux urgences des

Eglises locales, dont les collaborateurs traçaient le sombre tableau d’une infrastructure sociale dévastée par la guerre. Les hôpitaux, les écoles, les abris, les boutiques et les marchés étaient en ruines et les gens vivaient dans une misère noire. Les conditions sociales des populations déplacées posent aussi d’énormes problèmes, car les gens sont gravement traumatisés à la suite des viols, des massacres, des mutilations et des pillages perpétrés à une vaste échelle à l’encontre de la population civile par différentes armées en maraude et les milices armées. Dans les régions où aucune force onusienne de maintien de la paix n’avait été déployée, comme dans l’Ituri, région de la Province orientale, la situation demeurait terrible, l’insécurité régnait. Cependant, le cessez-le-feu qui a tenu dans de nombreuses zones où on s’était battu auparavant et la présence de troupes de l’ONU semblent avoir rassuré les gens qui se sont remis à croire que la paix a finalement une chance de s’établir, ce qui fait renaître l’espoir dans les communautés.

**Dans le monde entier**, les membres d’ACT ont agi dans des situations d’urgence qui ne faisaient pas la une des médias. Certaines étaient relativement peu importantes, alors que d’autres, bien qu’immenses, semblaient oubliées du reste du monde. Au Mexique, le tremblement de terre qui a frappé les Etats de Colima et de Jalisco dans la soirée du 21 janvier a fait plusieurs centaines de blessés et endommagé les services publics. Au cours de ce même mois, des membres d’ACT ont distribué des couvertures et des vêtements chauds aux populations les plus vulnérables au Bangladesh, en Inde du Nord et au Népal où une vague de froid qui a duré un mois a causé de nombreux décès. Près de 1800 personnes sont mortes de froid, principalement en Inde. En février, des pluies torrentielles se sont abattues sur des régions du Pakistan qui avaient subi la sécheresse, semant le chaos. 60 personnes au moins seraient mortes, plusieurs centaines d’autres sont sans abri. Cependant, bien que catastrophiques, ces pluies ont mis fin à la sécheresse dont le Pakistan souffrait depuis quatre ans. Des barrages d’importance vitale dont le niveau était au plus bas ont recommencé à se remplir et les récoltes devraient bénéficier de la pluie. En février également, l’alliance ACT est intervenue lors d’un tremblement de terre dans la province pakistanaise de la Frontière du Nord-Ouest, à la suite duquel des milliers de personnes se sont retrouvées sans abri. En mai, les membres d’ACT ont affronté les mêmes problèmes pour apporter des secours après des inondations et des glissements de terrain qui ont provoqué la mort d’au moins 200 personnes et le déplacement de milliers d’autres et dont les médias locaux ont dit qu’il s’agissait des « pires inondations depuis 1947 ». Les membres d’ACT ont répondu aux besoins immédiats en distribuant des rations déshydratées et d’autres produits alimentaires et non alimentaires de première nécessité. En Angola, après deux ans, les accords de cessez-le-feu semblaient tenir. A la fin de 2003, plus de 3.3 millions de personnes, qui avaient été déplacées à l’intérieur de leur propre pays du fait de la guerre longue de plusieurs décennies opposant le gouvernement à la faction rebelle de l’UNITA, étaient revenues dans leurs régions d’origine. Plus de 100 000 soldats ont été démobilisés. De graves problèmes demeurent toutefois, car les gens qui rentrent chez eux en se déplaçant le plus souvent à pied sont exposés aux mines antipersonnel. La reconstruction demeure l’un des défis les plus considérables pour ce pays où plus d’un demi-million de personnes déplacées vivent encore dans des camps. Les membres d’ACT poursuivent leurs efforts pour aider à la reconstruction du pays.

# Interventions d'ACT en 2003

- Aide aux victimes de guerres ou de conflits civils
- Réfugiés et/ou déplacés internes
- ☼ Inondations/glissements de terrain
- ≡ Sécheresse
- ◎ Cyclone, typhon, ouragan
- ▲ Tremblement de terre
- ⚡ Famine
- ⊞ Préparation aux urgences
- ◀ Rapatriement
- Reconstruction
- △ Volcan
- ❄ Tempêtes de neige et/ou froid intense
- /// Autres



## Activités en 2003 … quelques exemples

**Iran** : Le 26 décembre, un tremblement de terre qui n’a duré que 13 secondes a dévasté la ville de Bam, provoquant la mort de plus de 20 000 personnes. Des fonds et des fournitures médicales aéroportées venues de membres d’ACT du monde entier ont permis à ceux qui travaillaient à Bam d’apporter rapidement aux blessés et aux sans-abri une aide humanitaire indispensable sous forme de secours matériels. Toutefois, des semaines après la catastrophe, alors qu’on en était encore à faire le compte exact des victimes, il s’est avéré qu’il faudra à la population des années pour se remettre du désastre et qu’une aide et un engagement à long terme seront nécessaires de la part de la communauté internationale pour reconstruire la ville et les vies des gens à la suite du tremblement de terre.

**Israël/Territoires palestiniens** : 2003 a été une année marquée par l’établissement d’une ‘feuille de route’, la construction d’une barrière de sécurité, l’échec du processus de paix, une année au cours de laquelle le conflit touchant les gens de part et d’autre du fossé qui les divise a paru échapper à tout contrôle. Avec la progression de l’intifada actuelle, qui a commencé en 2000, des dizaines de milliers de Palestiniens des Territoires occupés ont continué à affronter chaque jour des difficultés pour se rendre sur leur lieu de travail, à l’école et dans leurs champs, pour accéder à des soins médicaux et maintenir des conditions de vie décentes. Les membres d’ACT actifs dans cette région ont continué à accompagner les Palestiniens à l’aide de programmes de soins de santé, de formation professionnelle, d’éducation et d’activités génératrices de revenus. Il a aussi fallu parfois fournir une alimentation d’urgence à certaines collectivités. Bien que l’aide alimentaire n’ait pas été l’objectif premier des programmes humanitaires des membres, celle-ci s’est avérée une manière importante de répondre à cette crise permanente. Les membres d’ACT ont rapporté que les bouclements chroniques des Territoires dus à l’occupation ont des effets dévastateurs sur la santé et la vie économique des collectivités palestiniennes.

**Colombie** : Les années passent et les 3 millions de personnes déplacées demeurent prises au piège d’une situation qui semble généralement oubliée du reste du monde. Pris dans le conflit qui fait rage entre l’armée colombienne, les groupes de guérilla et les forces paramilitaires depuis de nombreuses années, ces Colombiens ont payé un lourd tribut au cours d’un cycle incessant d’installation, de déracinement et de réinstallation. C’est dans ce contexte que se situe l’action humanitaire d’ACT, qui fournit une aide sous diverses formes et se fonde sur des principes consistant à accompagner ces personnes déplacées et à mettre sur pied des programmes relatifs à la sécurité alimentaire, la santé, l’accompagnement psychosocial, la gestion des risques et la défense de leur cause. Le fait que les déplacements brisent les liens sociaux traditionnels est un sujet de préoccupation, car les gens se retrouvent littéralement à la rue, « privées de liens de solidarité, de respect, sans personne sur qui compter.» En ne se contentant pas de leur fournir des secours, mais en aidant les gens à se réinstaller, les membres d’ACT et leurs partenaires posent des bases qui permettront aux collectivités de décider elles-mêmes de leur mode de développement. Cependant, il importe tout autant, pour que les gens retrouvent leur dignité, de ne pas dissocier cet aspect de la réponse aux besoins matériels les plus urgents de ces personnes déplacées.

**Corne de l’Afrique** : Au début de 2003, les collaborateurs actifs dans le domaine de l’aide humanitaire ont lancé un avertissement : tout retard apporté à l’action humanitaire internationale face à la sécheresse en Erythrée pourrait transformer la crise en une spirale de famine et de désespoir. Près de 1.9 million de personnes (deux tiers de la population) avaient besoin d’aide et on pouvait craindre que les réserves alimentaires ne s’épuisent : le tableau était sombre. En Ethiopie, des alertes semblables se sont fait entendre, alors que, chaque jour, un nombre croissant de personnes rassemblaient leurs maigres possessions et se mettaient en route pour des destinations où elles espéraient pouvoir, au mieux, subsister pendant une nouvelle période de difficultés. La sécheresse persistante, les pluies intermittentes, les récoltes détruites et les pâturages desséchés, tombés en poussière, faisaient courir à plus de 11 millions de personnes le risque d’une crise alimentaire massive. Les tensions politiques entre les deux pays ne s’étaient pas améliorées, et la crise a démontré que, de part et d’autre, ni les gouvernements, ni les gens n’étaient en mesure de s’en sortir seuls. L’insécurité alimentaire demeure le problème le plus lancinant dans ces deux pays. Malgré l’amélioration des récoltes dans la région, les besoins humanitaires seront toujours présents en 2004, en dépit du fait que des personnes agissent pour répondre à la situation, sur le terrain et à l’étranger.

**Afrique australe** : A la fin de 2003, il n’y avait qu’un seul espoir : l’aide alimentaire pour les 6.5 millions de personnes d’Afrique australe où la disette permanente, le retard des pluies, le manque de semences et la pandémie du VIH/SIDA levaient un lourd tribut auprès des collectivités les plus vulnérables. Des six pays de la région touchés par les ravages de l’insécurité alimentaire, le Zimbabwe occupe la première place, avec ce que l’on estime être 5.5 millions de personnes ayant besoin d’aide. En Zambie et au Malawi, les signes d’un lent rétablissement sont apparus, mais malgré les quelques progrès réalisés, la pénurie alimentaire existe encore dans certaines zones.

**Irak** : Vers la fin de 2003, la guerre, bien qu’officiellement terminée, semblait loin d’être achevée, vu l’effondrement des infrastructures et de l’ordre social dans le pays. Parlant de la violence et de l’anarchie qui sévissaient dans son pays après la proclamation de la fin de la guerre, un membre du personnel du Conseil des Eglises du Moyen-Orient en Irak a dit: « Nous ne savons pas ce qui va arriver demain … l’horizon est bouché.»

Alors que les institutions humanitaires se trouvaient de plus en plus dans la ligne de tir et que la situation sécuritaire continuait à se détériorer, les membres d’ACT en Irak, avec le soutien d’autres partenaires dans le monde, ont continué à agir, aidant les gens à affronter les problèmes que pose la vie dans le ‘nouvel’ Irak. La reconstruction du pays coûtera des milliards de dollars – des sommes dont les institutions humanitaires telles que les membres d’ACT sont loin de disposer. Mais ce qu’ont ces institutions, c’est leur engagement dans le soutien qu’elles apportent aux Irakiens qui se mettent peu à peu à reconstruire leur pays. « C’est là une manière de mener à bien le travail commencé auprès du peuple de ce pays », a dit quelqu’un, résumant ainsi le sentiment des membres d’ACT qui participent à l’action humanitaire dans ce

**ACT est …une alliance mondiale** d’Eglises protestantes et orthodoxes membres du Conseil œcuménique des Eglises et de la Fédération luthérienne mondiale et d’organisations d’entraide qui leurs sont rattachées.

Sur la base des informations fournies par ses membres, ACT alerte le réseau et lance des appels d’aide en faveur des victimes de situations d’urgence. Grâce à son fonds d’action rapide, l’alliance peut agir rapidement pour répondre aux besoins les plus urgents.

En Europe, en Amérique du Nord, en Asie et dans le Pacifique, les membres d’ACT récoltent des fonds provenant de dons privés, de collectes d’Eglises, de partenaires comme ECHO et de certains gouvernements. Les innombrables contributions en ressources humaines mises à disposition par les Eglises sont extrêmement précieuses, même si elles ne frappent pas toujours les regards.

**Le Bureau de coordination d’ACT …** permet de réagir aux situations d’urgence, est garant de la qualité des opérations, notamment en évaluant les grands programmes, surveille les mouvements de fonds et publie des critères, des lignes directrices et des orientations en matière d’aide humanitaire. Le bureau diffuse également des nouvelles et donne des informations sur le financement et le programme des opérations d’urgence en cours et des mesures consécutives qui sont prises.

Les frais de fonctionnement du Bureau de coordination d’ACT se sont élevés à 1 560 000 USD en 2003 et ont été entièrement couverts par les contributions des membres.

Le Bureau de coordination d’ACT se trouve au Centre œcuménique à Genève (Suisse).

**ACT offre une aide …** aux victimes de catastrophes naturelles ou écologiques et de guerres ou conflits internes. L’alliance ACT s’efforce de toucher l’ensemble des populations sinistrées, par delà les frontières nationales et les divisions partisanses, ethniques, politiques ou religieuses. Elle apporte son aide sans distinction de race, de sexe, de conviction religieuse ou politique, de nationalité ou d’origine ethnique. ACT et ses membres sont signataires du « Code de conduite lors des opérations de secours en cas de catastrophe » et respectent les critères de la « Charte humanitaire et normes minimales pour les interventions lors de catastrophes » connue sous le nom de projet SPHERE.

**ACT est dirigée …** par une Assemblée générale (Comité des urgences) de 30 membres élus qui se réunissent chaque année pour définir les orientations de ses activités. Un Comité exécutif, composé de 8 de ces membres, siège plusieurs fois par an pour s’assurer de la mise en œuvre et de la bonne marche de ces orientations et des mandats du Bureau de coordination. L’alliance ACT International est enregistrée en tant que personne morale en Suisse.

**ACT est profondément enracinée …** dans les populations touchées par les situations d’urgence et dispose donc de connaissances qui lui permettent d’analyser et de comprendre la nature de ces situations. L’expérience des membres d’ACT touche de nombreux domaines de l’aide d’urgence : gestion de camps, abris, distribution de produits alimentaires et non alimentaires, soins médicaux et encadrement psychologique lors de stress traumatique, approvisionnement en eau, hygiène, planification préalable aux catastrophes, déminage, passage des opérations de secours à l’aide au développement, règlement des conflits, paix et réconciliation.

Le COE et la FLM, fondateurs d’ACT, sont membres du Comité directeur de l’intervention humanitaire. Caritas Internationalis, réseau d’aide d’urgence de l’Eglise catholique romaine, fait partie du Comité des urgences d’ACT à titre d’observateur. Dans un certain nombre de situations, les membres d’ACT collaborent avec le Haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés – HCR, le Programme alimentaire mondial (PAM), l’UNICEF et d’autres institutions des Nations Unies.

**L’aide d’urgence acheminée par ACT …** a atteint en 2003 un montant total de 52,7 millions de USD. 37.4 millions sont allés à l’Afrique, 6.3 millions à l’Asie et au Pacifique, 2.0 millions à l’Europe, 0.5 million à l’Amérique latine et aux Caraïbes et 5.9 millions au Moyen-Orient. 595 983 USD ont été consacrés à la Formation à la gestion des situations d’urgence et au Fonds d’action rapide. 72% de ces fonds provenaient de dons privés.

